

## ENJEUX ET PERSPECTIVES DE L'ENSEIGNEMENT À LA PROSPÉRITÉ DU TCHAD

**Jérémie GUIRAYO**

Université de N'Djamena, Tchad

[jguirayo@yahoo.fr](mailto:jguirayo@yahoo.fr)

&

**Mathurin MBADBE MBAILALNGONE**

Université de N'Djamena, Tchad

[memndiguilaou@gmail.com](mailto:memndiguilaou@gmail.com)

&

**Dangbet ZAKINET**

Université de N'Djamena, Tchad

[dangbet\\_zak@yahoo.fr](mailto:dangbet_zak@yahoo.fr)

**Résumé :** Encadrer et former des hommes de qualités, de performances et de spécialités diverses pour la politique du développement socio-politico-économique et culturel du Tchad, est la toute première mission assignée à l'enseignement pour l'insertion intégrale. Le Tchad à l'instar des autres pays du monde, doit promouvoir la question de l'éducation et de la formation de qualité. La politique de l'intégration des nouvelles méthodes de connaissance, de sciences et de techniques doit être promue. La mise en œuvre des nouvelles technologies de l'information et de la communication est d'ores et déjà un postulat sans précédent qui doit alimenter l'espace universitaire. La culture de l'excellence ne doit pas être perdue de vue à cause de l'émergence de l'idéologie de la mondialisation et de la globalisation. Organiser son dynamisme de reconstruction et de réorientation des systèmes archaïques et féodaux, prendra son envol dans l'appréhension de la participation collective qui se veut juste, démocratique, républicaine et nationale. La politique du mérite doit être le panneau de signalisation qui doit guider et orienter les élites et les décideurs du bon fonctionnement des institutions publiques. Prioriser l'acquisition à l'unanimité universelle, doit être le socle de voûte d'une démarcation à l'expansion plurielle et démocratique de l'éducation et de la formation de qualité, source de tout développement et du développement durable selon les Objectifs du Millénaire de notre monde. De tout ce qui précède, une question fondamentale se pose : en quoi l'éducation et la formation sont-elles importantes pour le développement structurel et organisationnel du Tchad ? N'y a-t-il pas de défis à relever dans les formations universitaires ? En effet, le recours au passé doit permettre de corriger le présent et de projeter un avenir meilleur et opportun. Développer, c'est transformer, produire, innover, chercher à adapter les valeurs adéquates à la perfectibilité de l'humain, du tchadien.

**Mots clés :** Développement, Éducation, Formation, Justice, Démocratie.

## CHALLENGES AND PERSPECTIVES OF TEACHING FOR PROSPERITY IN CHAD

**Abstract :** The primary mission of education is to train people of quality, performance and diverse specialties for Chad's socio-politico-economic and cultural development policy. Like other countries in the world, Chad must promote quality education and training. The policy of integrating new methods of knowledge, science and technology must be promoted. The implementation of new information and communication technologies is already an

unprecedented postulate that must fuel the university environment. The culture of excellence must not be lost sight of because of the emergence of the ideology of globalization. Organizing its dynamism to rebuild and reorient archaic and feudal systems, will take off in the apprehension of collective participation that wants to be fair, democratic, republican and national. The policy of merit must be the signpost that guides and orients elites and decision-makers in the smooth running of public institutions. Prioritizing universal acquisition must be the cornerstone of a demarcation for the plural and democratic expansion of quality education and training, the source of all development and sustainable development according to the Millennium Goals of our world. From all the above, a fundamental question arises: why are education and training important for the structural and organizational development of Chad? Are there not challenges to be met in university training? Indeed, recourse to the past should enable us to correct the present and project a better, more timely future. To develop is to transform, to produce, to innovate, to seek to adapt appropriate values to the perfectibility of the human being, the Chadian.

**Key words:** Development, Education, Training, Justice, Democracy.

## Introduction

Le Tchad, dans le souci de répondre à la politique de développement, a produit, produit et produira des cadres et des hommes compétents par le biais de l'enseignement dans différents domaines socio-économico-politiques et culturels. Son cadre de production s'articule autour de l'éducation et de la formation dont nous nous intéressons dans ce travail de recherche.

Ainsi, depuis les indépendances, l'Université du Tchad joue un rôle primordial dans la croissance économique de notre pays. Et surtout, avec l'émergence de Nouvelles Technologies fortement liées à la recherche scientifique comme l'électronique, la recherche universitaire a commencé à jouer un grand rôle à l'innovation industrielle. En plus, du point de vue sociétale, les diplômés des universités apportent leurs savoirs aux entreprises, les facultés partagent leurs savoirs via leurs activités de conseil ; et les industries, ainsi que les acteurs des secteurs publics, utilisent les publications scientifiques dans leurs domaines d'activité respectifs.

En quoi l'enseignement supérieur est-il une voie de possibilité de développement du Tchad ? Est-il possible de converger la politique de l'Etat à celle des objectifs de développement du millénaire ? Ou encore quelle est l'influence directe de la recherche universitaire sur le développement économique, politique et culturel du Tchad ?

Notre analyse sera axée autour de trois points : nous parlerons d'abord de l'éducation et de la formation de qualité pour un développement intégral de l'homme et de tout l'homme ; puis des obstacles à l'épanouissement du système d'enseignement ; et enfin des défis à relever.

## 1. Education et formation de qualité pour un développement intégral de l'homme et de tout l'homme.

Le développement de « L'homme et de tout l'homme » (Pape Paul VI, 1967 : N°2, p.1) a été l'expression déterminant de la politique des institutions universitaires et cela fait l'harmonie de la gestion des choses. On observait en cette politique, la participation de tous aux initiatives sociales et économiques privées et publiques dans tous les domaines. On relève particulièrement les notions de conscience nationale, de responsabilité et de bonne gestion des choses publiques et privées au Tchad.

Le Tchad qui, à l'époque coloniale compte dix écoles primaires et trois écoles professionnelles en 1930, connaîtra d'essor au sein de son système éducatif. D'abord, par rapport à la constitution du 28 Novembre 1960 et celle du 16 Avril 1962 qui ont consacré la laïcité et le caractère gratuit de l'instruction publique à la formation fondamentale. Ensuite, à l'actualisation des programmes de l'enseignement primaire au séminaire du 20 au 30 Août 1983 à N'Djaména<sup>1</sup>. Et enfin, à la réactualisation des programmes d'enseignements qui s'est opérée en Septembre 2004 et à la Loi N° 016/PR/2006 du 13 Mars 2006 qui régit l'orientation du système éducatif tchadien en fixant des principes fondamentaux, « les finalités, les objectifs des contenus et méthodes d'enseignement du préscolaire, du fondamental, du secondaire et du supérieur » (Loi N° 016, 2006 : article 13-17) sur l'abrogation des textes antérieurs. C'est sur ces différentes innovations que nous voulons nous appesantir

Au début de l'époque de la création de l'université, le Tchad vit un engagement serein dans ses productions ; car le sentiment nationaliste a conduit chacun des tchadiens à se rendre responsable dans ses engagements d'administrateur, d'ouvrier ou de paysan selon les capacités et les compétences nationales, régionales et locales afin de définir les stratégies de combat contre la pauvreté et le sous-développement. Cette œuvre a été la volonté du Gouvernement pour donner emprunt national à la population de promouvoir le développement. De cette détermination gouvernementale, des regroupements en association d'hommes dans les trois secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) moteurs de développement du pays se sont constitués.

C'est ainsi qu'il y a eu une cohabitation pacifique et un bon vivre ensemble entre la population sédentaire et celle nomade. C'est à ce souci que « pour atteindre un tel idéal ou tout au moins en approcher, il importe que chaque génération travaille au plan d'une éducation conforme à ses buts et laisser à la postérité des instructions qu'elle pourra réaliser peu à peu » (Kant cité par Hazan, 1956 :141). Cette volonté de la politique de l'éducation et de la formation de qualité a hissé les formateurs tout comme les formés à adopter une posture du respect de la chose publique et privée afin de répondre dignement et honnêtement aux engagements qui incombent les uns et les autres. C'est justement cette envie qui a forgé tous à être artisans du destin et des visionnaires. C'est à cette visée, que Karl Popper affirme « C'est peut-être en cessant de jouer aux prophètes que nous deviendrons les artisans de notre destin » (Popper, 1979 :11).

Le secteur primaire a absorbé des paysans et artisans qui ont contribué à la production des sources de revenus sociaux et économiques dans le pays pour le combat contre la pauvreté et le sous-développement. Ce qu'il faut relever à ce niveau, c'est la prise de conscience nationale qui a animé et a donné naissance aux diverses initiatives locales

---

<sup>1</sup> La capitale du Tchad.

et nationales dans le travail ; puis la notion de responsabilité a hanté tout le monde à faire face aux besoins sociaux et économiques. Enfin, l'esprit de bonne gestion qui a habité chaque citoyen à répondre rationnellement à ses besoins a atteint la politique de l'autosuffisance alimentaire dans le pays.

L'éducation et la formation de qualité sont le socle de voûte qui a cimenté l'esprit du décollage de notre pays. Ainsi, le Tchad a-t-il vu émerger sa politique de développement sur toute l'étendue du territoire. Cette émergence s'est faite grâce au secteur secondaire mis en place pour la transformation des produits agricoles, pastoraux, nationaux et locaux. Dans le domaine secondaire, les installations de diverses industries de transformation ont donné accès aux mains d'œuvre qui ont absorbé les agents et les techniciens formés dans différentes filières.

Le secteur secondaire a servi de vecteur dans le processus de développement. Par la présence des industries nationales et internationales sur le territoire, les citoyens ont apporté leur savoir-faire pour contribuer à la transformation des produits agro-pastoraux et industriels qui donnent la force à l'économie du pays et à celle de la population dans la consommation locale, nationale et internationale. Par la transformation et la fabrication des produits agro-pastoraux et industriels locaux et internationaux, le Tchad s'est inscrit dans la politique de l'exportation de ses produits manufacturés qui lui rapportent des devises dans le pays afin de faire face aux problèmes de nécessité que sont la construction, l'assurance de la santé, de la formation, de la sécurité et de l'alimentation. La mise en place des industries a déterminé l'existence de la législation universelle de travail. Cette manifestation se traduit logiquement par la formule « Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage » (*Déclaration Universelle des Droits de l'Homme*, Article 23 alinéa 1, 1994 :6).

L'administration et la gestion des ressources et des revenus dans le pays et dans la nation exigent de l'État le recrutement des cadres qu'il faut, à la place qu'il faut. Le secteur tertiaire s'occupe de l'administration et de la gestion des services. Les divers cadres insérés dans les divers services élaborent la politique de fonctionnement dans différents domaines qui leur sont confiés ; ils assument la coordination et la gestion des ressources humaines et des revenus que leur offrent les produits mis sur le marché

Le pays fournissait des produits de première nécessité (produits agricoles et pastoraux) à ses voisins la République Centrafricaine, le Cameroun, le Niger, le Nigeria, la Libye, le Soudan pour la consommation. Ces réalisations sont faites à cause de la politique de la prise en charge qui a dû s'instaurer au milieu du peuple par l'amour de la patrie, du travail, le souci de développement et le déterminisme de se réaliser soi-même par soi et pour soi sans trop brandir la mendicité à l'Occident. En effet, la politique de s'affirmer à occasionner l'impératif du dévouement, c'est ainsi qu'il faut travailler par soi et pour soi pour libérer le pays de sa pauvreté et de son sous-développement. De cette détermination, le Tchad doit se développer par les compétences de ses fils mises en œuvre dans les potentialités locales.

Somme toute, la place de l'éducation dans le processus de développement se traduit par la participation des hommes en divers domaines de production et transformation (agriculture, élevage, industrie, administration). Par les acquis de l'éducation et de la formation à l'enseignement supérieur, le tchadien fait montre de ses compétences dans

la production et dans la transformation au secteur de la qualification. L'éducation et la formation de qualité ont fait des Tchadiens des êtres participatifs et authentiques à la construction et au développement du pays selon leurs potentialités acquises. De cette volonté de lutter contre la pauvreté et le sous-développement du Tchad, le secteur de l'enseignement ne rencontre-t-il pas des obstacles dans son épanouissement ?

## 2. Les obstacles à l'épanouissement du système de l'enseignement du Tchad

Dans l'histoire de l'enseignement, la notion de l'éducation et celle de la formation sont fondamentales et déterminantes pour l'homme. C'est pourquoi, il est concevable d'avoir une organisation exemplaire dans laquelle chaque membre de la société doit connaître exactement sa place dans le système social, ses fonctions et ses obligations. Chaque homme a ses intérêts personnels, mais ceux-ci ne peuvent être satisfaits en dehors de la société et au mépris de l'intérêt commun. Quiconque se retire de la société, s'enferme dans la carapace exigüe de son « moi » et porte préjudice à la société et à lui-même. De ce qui précède, l'éducation et la formation sont des phénomènes destinés aux collectivités de production. Alors, que se passe-t-il pour que le système éducatif tchadien puisse être submergé d'obstacles à son bon épanouissement ? Y a-t-il discordance entre les organisations nationales et les intérêts communs des bénéficiaires de ce système ? En outre, aucune œuvre humaine ne manque d'imperfections et de difficultés.

Malgré les apparences, la structure de l'enseignement au Tchad n'offre que très peu de débouchés et par conséquent, n'accorde pas de possibilité de se former professionnellement. L'accent est mis plus sur la formation générale. Cette situation est constante à travers le recrutement des élèves à l'enseignement secondaire général, technique et professionnel. À la lumière de cette constatation, il y a eu disproportion d'effectifs entre les élèves de l'enseignement général et ceux de l'enseignement technique et professionnel. C'est dans cette optique qu'il faut noter qu'il y a mauvaise politique d'organisation et d'orientation. Car du côté de l'État tout comme de celui de la population, il y a insuffisance d'information sur la pertinence des formations. Par ailleurs, après l'obtention du Baccalauréat, les élèves sont orientés à l'université sur la base d'une note dite d'orientation, obtenue à l'examen sans tenir compte des vraies aptitudes des élèves. Aussi, les élèves s'orientent-ils quelquefois par ambition ou par suivisme pour n'aboutir qu'à des désistements ou à des abandons pour embrasser la vie active sans la maîtrise d'un métier précis ou approprié. Dans la réalité des choses, certains élèves, après avoir fini les cycles primaire, moyen et secondaire, quittent leurs régions respectives pour la suite de leurs études ; mais confrontés aux difficultés de tous ordres, ils sont obligés de se dérober des études pour entreprendre le chemin de la débrouillardise qui les conduit quelquefois à des vies de débauches et à des aventures. Par ailleurs, les formations à l'étranger ne sont pas spécifiquement réservées aux élèves titulaires du Baccalauréat, de la Licence ou du Master. Dans le cadre de la coopération avec les pays du Nord-ouest (le Maghreb), des élèves titulaires du CEPE<sup>2</sup>, BEPC<sup>3</sup> ou du brevet de technicien ainsi que ceux ayant le niveau de terminale sont régulièrement envoyés dans ces pays par les parents riches pour y être formés dans des domaines très variés. L'importance de la formation à l'étranger croissait au fil des

<sup>2</sup> Certificat d'Etudes Primaires Elémentaire

<sup>3</sup> Brevet d'Etudes du Premier Cycle

années et se traduisait par le nombre élevé de candidats et par le fait que cette formation à l'étranger est devenue plus favorisante que celle qui est assurée sur place. L'octroi des bourses d'études à l'étranger se fait de manière anarchique. Chaque organisation politique ou syndicale envoie des étudiants et des fonctionnaires à l'étranger sans tenir compte, ni des besoins du pays et de l'économie, ni des critères et des conditions exigés, ni même de l'avis des Ministères de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur, seuls habilités à gérer les bourses d'études à l'étranger. En un mot, il y a manque de planification dans la gestion du système éducatif tchadien. Il est devenu difficile pour le Gouvernement de dire avec exactitude le nombre d'étudiants et stagiaires en formation à l'étranger, les pays où ils poursuivent leurs études, leurs spécialités, la durée de formation, la date probable de retour de chacun au pays. Ce manque de maîtrise des données fait que le Gouvernement est surpris et submergé chaque année par le retour inopiné de ses diplômés. Cette situation relève d'une mauvaise méthodologie de gestion et de planification des ressources humaines. À titre d'exemple, nous avons le cas des étudiants sans bourse dans les universités de Bangui (RCA), de N'Gaoundéré (Cameroun), de Brazzaville (Congo) pour ne citer que celles-là. Toutes ces déviations dans le domaine de l'organisation freinent l'épanouissement du système éducatif tchadien dans le processus de développement serein et durable. Toutes ces difficultés relèvent du laxisme de l'Administration de l'éducation, de la formation et de l'enseignement.

Cette pratique traduit le manque de civisme pour les uns et la portée égoïste du pouvoir pour les autres. Allant en profondeur des choses, les missions fondamentales et primordiales établies pour le bon fonctionnement du système éducatif sont négligées en faveur de la politique de ses moyens. Pour être explicite, nous prenons le cas du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation pour étayer notre idée développée. Ce Ministère a en charge « La conception, la coordination, la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'enseignement supérieur public et privé, de la recherche scientifique et de la formation professionnelle » (Décret N°039/PR/2007) et a pour finalité de former les cadres, fournir à l'État et aux secteurs économiques des cadres qualifiés. « Il a aussi pour mission d'assurer la formation initiale ... de l'orientation du système éducatif tchadien » (Loi N°016/PR/2006, Article 40 :12). Demandons-nous pour combien de fois ce ministère a réalisé ses missions à l'étranger (Universités de Bangui, de N'Gaoundéré, de Brazzaville etc.) pour identifier avec les étudiants les problèmes qu'ils vivent et rencontrent lors de leurs formations dans ces universités ? N'est-ce pas là un problème majeur qui ébranle le système éducatif tchadien ? Les cadres, les hommes qualifiés dont l'État et toute la nation auront besoin pour le développement du Tchad sont-ils ceux-là formés seulement à l'intérieur du pays ? Ces derniers sont-ils associés aux décisions de leur orientation dans les différents domaines de la vie professionnelle ? Jouissent-ils de la politique de l'émancipation des nouvelles valeurs technologiques de la science et de la technique ? Ou bien sont-ils des sujets qui ne subissent que de la manipulation du politique ?

Signalons aussi le manque des données statistiques dans certaines directions techniques pour la réalisation d'un travail de recherche scientifique et l'ambiguïté de traduire en acte certaines recommandations arrêtées lors des séminaires et ateliers. Le cas récurrent est le respect du devoir régalien c'est-à-dire la non application de la

volonté de l'État qui s'exprime en ces termes « l'État développe des politiques d'assistance aux étudiants à travers la création des œuvres universitaires et sociales et l'octroi de l'assistance financière » (Loi N°016/PR/2006, Article 114 :26).

Toutes ces déviations dans l'organisation et l'administration du système éducatif traduisent l'insuffisance des moyens de l'État. Les réformes opérées ne sont que conjoncturelles, ponctuelles et non adéquates à cause de l'inadéquation de la formation-emploi.

La multiplicité des établissements sans le personnel qualifié de l'éducation pose d'énormes problèmes au progrès du système éducatif dans le processus de développement. Car, elle ne fait que traduire la médiocrité et la nullité dans la politique de développement de l'éducation et de la formation de qualité, objectif du millénaire pour le développement

En résumé, les limites du système éducatif tchadien sont liées à toutes ces situations décrites et à l'organisation de l'administration. Ce sont tous ces problèmes qui constituent les obstacles à l'épanouissement du système éducatif dans le processus de développement. En conclusion, les limites du système éducatif tchadien ne sont rien d'autre que les multiples obstacles qui gangrènent le bon fonctionnement de ce système éducatif à partir de l'organisation administrative et de la politique nationale de l'éducation. Hormis ces points, les partenaires du système éducatif tchadien influent aussi sur son bon fonctionnement et son développement par leurs comportements. L'examen de cet aspect nous est nécessaire.

L'exode rural est un phénomène qui désoriente sincèrement le système éducatif. Par manque des cycles complets, les jeunes gens, après la fin de cycle primaire, moyen et secondaire, se déplacent vers les villes pour la continuité de leurs études ; Ils se confrontent à de nombreuses difficultés matérielles et sociales qui ne font que perturber leurs études. À cet égard, la responsabilité de l'État est mise en cause parce qu'il ne dispose pas des structures d'accueil de ces élèves venant des campagnes. L'exemple le plus palpable est que l'université de N'Djaména ne dispose pas de cités universitaires pour abriter les étudiants en difficulté. Cette faiblesse de l'État constitue un obstacle majeur à l'épanouissement du système éducatif tchadien dans le processus de développement en ce XXI<sup>e</sup> siècle. En effet, cette pratique est un phénomène qui interpelle. C'est justement dans ce sens que nous partageons l'avis de Ebénézer Njoh-Mouelle :

Le philosophe est en effet celui qui doit se mettre à l'écoute du monde pour tenter de dégager les significations encore cachées dans les ruines de la vision du monde qui s'écroule. On n'interprète pas ce qui est en soi. L'interprétation ne s'impose que là où il y a obscurité ou silence du texte et que la nécessité de combler des vides présente un caractère d'urgence (Njoh-Mouelle, 1969 :79).

Au second plan, l'État, sachant que le but de l'éducation est d'élever le taux de scolarisation et non de réaliser l'efficacité, prône la politique de la massification du système éducatif sans mesures adéquates pour les débouchés. Au lieu que cette politique puisse répondre aux activités des jeunes, elle s'explique et se traduit au contraire par le chômage et la délinquance juvénile de tout genre. Cette remarque prouve que l'État n'a pas la politique développée des formations techniques, professionnelles et entrepreneuriales qui orientent aux débouchés immédiats.

La troisième et la dernière raison qui décrit le problème du système éducatif tchadien, est le lettrisme comme fin de formation. En effet, la formation générale est devenue

une fin en soi. Au lieu d'apprendre un métier aux élèves étudiants pour favoriser le développement socio-économique du pays, on les scolarise pour combattre l'analphabétisme et élever le niveau général d'instruction de la population. Il faut noter que l'école, même si elle ne délivre pas de diplôme, donne une instruction qui permet à tout élève de se sentir autorisé à revendiquer un poste de travail intellectuel. Cette revendication est plus forte lorsqu'il possède un diplôme. Aussi, délivrer des diplômes qui ne sanctionnent-ils pas de compétence et surtout faire du diplôme un phénomène de masses est bien dangereux parce qu'il devient une source de tensions sociales. Les responsables éducatifs et politiques confondent l'éducation obligatoire dont doivent bénéficier tous les enfants avec le niveau de connaissances spécifiques et le développement du pays qui exige une préparation plus élaborée. Une telle pratique expose la faiblesse de l'État qui manque de pertinence, du sérieux et de la rigueur dans la gestion du système éducatif. Ce manque de prévention dans la politique de l'État vis-à-vis du système éducatif constitue un obstacle à l'épanouissement du processus de développement ; car l'éducation est la base de tout changement et de tout progrès. L'insuffisance de liens et d'influences réciproques entre le système scolaire et le système économique, s'explique donc d'une part par la suprématie de l'enseignement général sur l'enseignement technique et professionnel. Elle s'explique d'autre part par une demande accrue d'enseignants qui se traduit dans la revendication d'accès à des niveaux encore plus élevés.

Une autre faiblesse de l'État qui constitue l'obstacle à l'épanouissement du système éducatif dont il ne faut pas perdre de vue est le manque de documentation dans les établissements. Le dynamisme d'un intellectuel ne s'appréhende que dans la culture et la fréquentation des bibliothèques. Or, il est du devoir de l'État de doter les établissements de ces institutions de culture (bibliothèques). Malheureusement, il est triste de constater que les établissements publics du Tchad manquent de bibliothèques. Ce manque constitue un véritable obstacle à l'épanouissement du système éducatif dans le processus de développement. À ce manque des bibliothèques, s'ajoute celui du contrôle de contenu des enseignements donnés aux élèves et étudiants. Or, ce volet est un facteur sine qua non à la réussite du système scolaire parce que l'harmonie des contenus des enseignements est l'expression de l'équilibre des différents élèves et étudiants ramassés de différents établissements pour les présenter aux examens de fin d'année tels que le Baccalauréat, le Brevet et le Certificat.

Toutes ces faiblesses de l'État constituent des obstacles véritables à l'épanouissement du système éducatif dans le processus de développement et rappellent sa responsabilité sincère et dynamique pour la réorientation vers un succès durable. Il faut noter que cette responsabilité est partagée par d'autres partenaires de l'éducation que sont les parents, les enseignants et les enseignés. C'est pourquoi, il faut rappeler la responsabilité des parents dans les obstacles qui nuisent à l'épanouissement du système éducatif.

Au Tchad, le système éducatif souffre des entorses qui ont pour source le manque de contrôle des activités scolaires des élèves, le manque de prise de conscience des parents par rapport à certaines réalités et le refus d'envoyer les enfants à l'école. Par ces pratiques, les parents contribuent véritablement à l'échec de leurs enfants. Pour les parents, il ne faut pas corriger ni sanctionner les élèves même si ces derniers commettent des fautes et agressent leurs collègues ou même les enseignants dans les

établissements. Ces pratiques s'observent çà et là sur toute l'étendue du territoire. Au fait, les parents, les enseignants et les élèves sans être en marge de la société, s'identifient aux diverses forces (violence) et introduisent dans l'école les mauvaises pratiques (corruption) que la société perpétue. Pour les parents qui ont la gestion du système éducatif (comité de gestion des Association des Parents d'Élèves), il paraît normal à leur point de vue de passer outre les principes institutionnels, de décider de tout, voire d'imposer ou de s'imposer pour faire aboutir leurs exigences. De ces intentions fallacieuses et nébuleuses, découle la corruption dans toutes ses formes qui ébranlent le système éducatif. Ces pratiques ont pour expressions : négociation des passages en classe supérieure pour les élèves, changement d'établissement en cas de redoublement entre autres. Au lieu de contribuer au développement de l'enfant et à sa réussite intellectuelle et sociale, ils ne font que briller par des pratiques de facilités qui ne vont qu'à l'encontre du système éducatif. Pour les parents, il ne faut pas formuler des remarques à l'endroit des enfants récalcitrants, impolis... Par conséquent, les enfants ne font que traîner au milieu de la nuit pour des vies de débauche avec tous les cortèges que comportent celles-ci. Les filles et garçons ne font que vivre sous le poids de la vie de débauche, des mariages précoces et des infections de tout genre : Infections Sexuellement Transmissibles (IST) ; Maladies Sexuellement Transmissibles (MST) et le VIH/Sida. Ce laisser-aller fait que les enfants ne se contrôlent pas et se jettent dans les pratiques de prostitution et de vagabondage sexuel qui sont les ennemis du système éducatif et du processus de développement d'un pays, d'un peuple, d'une nation. Aussi, le manque de moyen situe-t-il la responsabilité des parents face à la crise de l'éducation familiale. En plus, beaucoup de parents n'ont jamais été à l'école et sont donc incapables de suivre la scolarité de leurs enfants et de comprendre le fonctionnement de l'école. De ces exemples, nous retenons : l'utilisation des progénitures à des tâches immédiates : agriculture, garde de troupeaux, corvées de bois, d'eau, cuisine, garde d'enfants.

Par ailleurs, le manque économique des parents, la différence de vision du monde et de valeurs qui opposent les parents et les enfants sont les facteurs d'une indiscipline croissante tant dans la famille que dans les établissements, ou l'augmentation des effectifs par classe ou salle et la diminution du taux d'encadrement rendent matériellement impossible le maintien de la discipline. Le manque de la maîtrise des enfants par les parents constitue une barrière à l'épanouissement du système éducatif. Fort de ces divers problèmes, notre rôle de philosophe est d'apporter la lumière pour que l'on sache faire distinction entre le bien et le mal pour la construction d'un univers d'intelligibilité. C'est pourquoi, nous partageons avec Grégoire Biyogo cette préoccupation :

*C'est à partir du manque que nous discernons dans la réalité, que nous philosophons comme pour résoudre, supprimer l'insatisfaction née de la prise de conscience de ce manque ou de cette absence. La philosophie n'est pas et ne saurait être cette spéculation brumeuse détachée de la réalité et des problèmes concrets des hommes concrets pris dans les situations elles-mêmes concrètes (Biyogo, 2006 :238).*

Chez les enseignants, force est de constater que l'absentéisme, les retards, la complaisance dans la notation et les relations ambiguës avec les élèves et étudiants, la désertion de poste de travail, la négligence dans la préparation des cours et la correction des devoirs constituent des obstacles au progrès du système éducatif. Ces

pratiques ne participent pas à la promotion de développement intellectuel d'un pays. Le manque de la conscience professionnelle devenu monnaie courante de la plupart des enseignants ne constitue pas un meilleur avenir des enfants d'un peuple, d'une nation, d'un Etat et d'un pays.

La plupart des enseignants sont très mécontents de leur situation parce que tout le monde, critique leur action du moins de la façon dont ils exercent leur métier. Pourquoi une telle attitude des enseignants ?

Cette analyse des situations dégradantes du système éducatif tchadien provenant des enseignants est une préoccupation capitale du fait qu'aucun peuple, ni pays, ni État et ni nation ne peut parler de développement si l'accent n'est pas mis sur l'éducation et la formation. Cette œuvre s'inscrit véritablement dans le souci du rôle social de la philosophie en ces termes : « s'il y a donc besoin de la philosophie, c'est qu'il y a un manque dans la réalité, de l'irréalité dans la réalité, de l'inhumain et de l'humain. La philosophie vient de ce qu'il a désir d'autre chose d'une organisation de la société, et de ce que ce désir ne peut pas s'affranchir des vieilles formes sociales » (Njoh-Mouelle, 1969 :76).

L'enseignement est une pendule qui doit orienter quiconque vers le destin et aider à fouiller davantage dans l'esprit, ce qui pourrait mettre en évidence le système éducatif. Les déviations relevant de la responsabilité de l'homme, doivent être corrigées et réorganisées afin que le système éducatif tchadien redécouvre ses vraies lettres de noblesse dans le processus de développement. C'est dans ce sens que nous concluons que : « le but de l'éducateur n'est plus seulement d'apprendre quelque chose à son interlocuteur mais de rechercher les moyens de transformer le monde dans lequel il vit » (Freire, 1973 :9).

Jouant la fonction d'éveil de conscience, la philosophie rappelle toujours à l'ordre. C'est pourquoi, « Le philosophe est en effet celui qui doit se mettre à l'écoute du monde pour tenter de dégager les significations encore cachées dans les ruines de la vision du monde qui s'écroule. On n'interprète pas ce qui est en soi. L'interprétation ne s'impose que là où il y a obscurité ou silence du texte et que la nécessité de combler des vides présente un caractère d'urgence » (Njoh-Mouelle, 1969 :79). Cet avis de Njoh-Mouelle peut mieux se comprendre à la déclaration aux expressions : « il y a longtemps qu'on sait que le rôle de la philosophie n'est pas de découvrir ce qui est caché, mais de rendre visible ce qui est visible, c'est-à-dire de faire apparaître ce qui est proche, ce qui est si immédiat, ce qui est intimement lié à nous que nous ne le percevons pas » (Kriegler, 2004 :89).

Devant ces obstacles, la question de l'éducation et celle de développement ne sont-elles pas des faits d'actualité de notre temps ? Comment parvenir à l'adéquation des défis pour un développement serein ?

### **3. Les défis à relever**

Exhumer les problèmes du système éducatif tchadien, n'est pas encore les résoudre. En effet, notre engagement de changement doit prendre la posture de l'autodétermination et de la retro-jection. C'est dans cette optique, que le faire et le refaire doivent s'installer impérativement afin de bien saisir les réalités actuelles du système éducatif pour savoir les gérer à la lumière de notre pensée philosophique. Cette activité exige de notre part une lecture minutieuse de nos réalités dans la vérité

scientifique et philosophique. Ainsi, l'autodétermination et la rétro-jection doivent être une manœuvre qui cherche l'auto implication de tout tchadien dans les situations nouvelles, dans des contextes nouveaux qui prohibent le recours aux mauvaises pratiques qui voudraient imprimer l'exigence d'autres réajustements et d'autres transformations de la mentalité. L'autodétermination et la rétro-jection sont une exhortation à la prise de conscience de nos réalités et à la responsabilité d'un engagement serein.

Comme voie de la réussite du développement, l'autodétermination et la rétro-jection doivent être une activité militante qui engage la responsabilité du tchadien dans l'appropriation d'un langage familier (unité nationale, solidarité, travail, progrès) afin de répondre adéquatement et inconditionnellement aux objectifs du millénaire pour le développement du Tchad. Pour que cette œuvre fasse bon chemin, il faut penser nos situations, seul canon d'interpellation qui déterminera le développement durable de ce pays. Imiter l'Occident dans son bien faire n'est pas un fait d'humiliation ni de honte. Au contraire, c'est un acte de détermination, d'engagement et de responsabilité de se réaliser soi-même à partir d'un exemple de la volonté du faire. Car, les expressions stratégiques et créatrices de l'Occident nous permettront de connaître et de comprendre les tactiques d'émergence pour notre nation et pour notre État. La détermination tchadienne dans la prise de conscience en soi-même et la considération du vouloir réaliser son destin à travers le système éducatif feront que le tchadien se rendra responsable et acteur de toute entreprise et initiative du pays dans le processus de développement. En effet, cette volonté est un engagement qui s'articule en ces termes : « l'autodétermination, c'est cette nécessité de se faire ou de se refaire d'un état premier où on est une proposition ou une proposition à un projet à accomplir, c'est-à-dire quelque chose qui est devant soi et qu'on doit reprendre soi-même » (Paluku et Mben, 2002 :117).

L'autodétermination doit conduire dans la perspective de l'action libre aux questionnements fondamentaux auxquels l'humanité doit répondre pour sa survie comme le souligne Fabien Eboussi Boulaga :

Le devenir-monde de la raison commune prendra la forme d'un ordre mondial dans lequel les rapports de domination seront remplacés par l'association, où la différence et la créativité des individus et des personnalités collectives seront reconnues et recherchées comme valeurs, où la mise en commun de ressources de la terre sera chose acquise. (Eboussi, 1977 :227).

Le projet socio politique, économique et culturel tchadien doit faire sien le langage de l'autre (Occident) en vue d'universaliser dans l'inscription de la compréhension d'un contexte qui n'est pas le sien, de s'adapter aux bonnes initiatives pour mettre en dialogue véritable les procédures d'émergence avec son univers, et œuvrer à la libération de l'homme à travers une pensée en situation qui réorganise les méthodes caduques à la lumière des nouvelles technologies de l'agir, du faire, du parler et du sentir. En outre, notre action doit prendre une dimension universelle qui est de faire et non celle de contempler. Car, « l'universalité qui n'est plus seulement à contempler mais à faire est un processus offert à tous dans la simultanéité des situations variées qui composent le monde » (Eboussi, 1977 :229). Autrement dit, les conditions de déconstruire pour reconstruire doivent observer aussi ce qu'il faut promouvoir en système éducatif pour réussir aux objectifs du millénaire en vue du développement de notre monde.

Repérer ses blessures pour les panser ne doit pas échapper à la saisie de l'autodétermination ; car les indépendances ne sont pas commencement du règne de la liberté, de la dignité et de la raison. Au contraire, notre action militante doit être mue de notre propre langage. C'est ainsi que, « Pour que le langage de la particularité se poursuive sans solution de continuité, il faut que les buts que se donnent la liberté et la raison soient fonction des dangers concourus par l'homme dans le passé, il faut nommer les maux qui l'affligent et le déshumanisent » (Eboussi, 1977).

L'autodétermination comme voie de la réussite du développement est l'optique de validation de nos réalités dans un langage qui est particulier au contexte tchadien afin d'examiner avec sérénité le système éducatif et qui sera le vecteur déterminant de tout développement de notre milieu. Autrement dit, nos actions doivent correspondre à nos discours et à ce que nous sommes sans aucune aliénation externe. La question de l'autodétermination est une interpellation à la rétro-jction qui se veut recours au passé et à la détermination qui se traduit par la prise de conscience et l'engagement responsable qui doivent observer et prendre en compte le projet de se réaliser en soi, par et pour soi ; et d'agir quotidiennement en terme de liberté, de dignité et de raison dans les activités en quête du développement. Hors de ces étapes préliminaires de penser en soi, par soi et pour soi, aucune entreprise ne puisse être crédible et fiable.

Si «l'union fait la force» se vérifie en toute activité humaine, la promotion de la participation collective pourrait être aussi un autre facteur contribuant aux nouvelles orientations pour le développement durable au Tchad.

Le développement de toute société est mû par l'éducation. C'est pourquoi, il y a eu de tout temps une liaison nécessaire entre la philosophie et l'éducation comme l'a montrée Platon dans *La République*. De ses origines, l'éducation touche essentiellement à la question qui est capitale en philosophie parce qu'elle est au cœur de la vie socio politique, économique et culturelle. Par ailleurs, l'éducation est l'élément vivifiant de la société. Lorsqu'elle entre en crise, c'est toute la société qui est déséquilibrée et ébranlée. C'est face à une telle situation que Socrate et plus tard Platon ont entrepris de réforme de la société grecque antique à travers la pratique de la vertu et l'orientation des voies d'acquisition des valeurs morales bases de tout progrès et de tout développement de la cité et de l'homme. Cette entreprise socratique et platonicienne dans la cité grecque a été guidée par la raison ; car rien ne peut se faire sans raison. Par conséquent, « c'est uniquement par la raison que nous pouvons appréhender nos problèmes et aboutir à un résultat en ce qui le concerne » (Hallowell, 1954 :33).

## Conclusion

De l'antiquité à nos jours, la philosophie n'a cessé d'interpeller l'homme sur la question de sens, de la destinée, du devenir de sa vie d'être de raison, de liberté et de dignité. De ses activités critiques et réflexives, la philosophie questionne l'homme sans cesse de son imprudence. À la résultante, la philosophie se donne comme tâche d'éclairer les problèmes qui, à chaque moment, déboussolent l'homme et le conduisent aux mauvaises actions. Toutes les crises que rencontrent les hommes de notre temps ne naissent que dans l'esprit ; pour les résoudre adéquatement, il faut les attaquer à la racine pour que les esprits soient transformés et changés par les assises de l'éducation. Cette transformation des esprits est une condition indéniable et impérieuse ; car c'est

à travers elle que nous posséderons les qualités et les attitudes qui concourront à faire face aux esprits divisionnistes, tribaux, régionaux, claniques et ethniques qui handicapent l'unité nationale, la solidarité, la tolérance valeurs de tout épanouissement. Un peuple vertueux est un peuple éduqué. Donc, sensibiliser et conscientiser toutes les couches sociales de l'importance de l'éducation c'est décider d'agir ensemble pour promouvoir l'unité du travail et du progrès seul déterminant de tout développement. En effet, sans ces valeurs éthiques (solidarité, fraternité, unité, paix...), les hommes ne font que s'entre-tuer et s'entre-déchirer au point de détruire le patrimoine laissé par les prédécesseurs. C'est cette difficulté qui a conduit Kant à dire que « sans éducation, une génération pourrait bien renverser ce qu'une autre a déjà construit » (Kant, 1956 :29).

Étant donné que l'éducation et le développement apparaissent comme des facteurs déterminants de tout épanouissement humain, il faut que le tchadien ait la sensibilité et le sentiment de promouvoir la créativité et la pensée rationnelle, éléments de toute autodétermination pour prévenir et aider à résoudre les problèmes essentiels de la vie socio économique politique culturelle et technologique qui caractérisent le développement durable.

Tout compte fait, réussir un développement durable, c'est admettre de changer de mentalité et de comportements pour une réorientation des activités. Aucune œuvre humaine ne se fait sans prise de conscience, ni sans responsabilité, moins encore sans engagement. Ainsi, la promotion de la participation collective est-elle une exigence qui tend à rendre chacun responsable du système éducatif tchadien. Car, « seul un travailleur cultivé, d'une qualification élevée peut contribuer à l'accélération du progrès scientifique et technique, et au perfectionnement de l'organisation de la gestion de la société » (Afanasseiv, 1976 :463).

### Références bibliographiques

- Afanassiew, Victor, (1976). *Révolution scientifique et technique, gestion, éducation*, URSS, Moscou.
- Biyogo, Grégoire, (2006). *Histoire de la philosophie africaine : Livre II : Introduction à la philosophie moderne et contemporaine*, Paris, l'Harmattan.
- Déclaration universelle des droits de l'homme*, (1994). N'djaména, I.D.T.
- Décret N°039/PR/2007
- Freire, Paulo, (1973). *Pédagogie des opprimés*, Paris, Cerf.
- Hallowell Hamilton, John, (1954). *Les fondements de la démocratie*, Chicago and London, The University of Chicago Press.
- Hazan, Éric, (1956). *Condensés des écrivains pédagogiques*, Paris, Ferdinand Nathan.
- Kant, Emmanuel, (1956). *Réflexions sur l'éducation*, Paris, Librairie philosophique J.Vrin.
- Kriegler, Blandine, (2004). *Michel Foucault aujourd'hui*, Paris, Plon.
- Loi N°016/PR/2006 du 13 Mars 2016 portant orientation du système éducatif tchadien
- Njoh-Mouelle, Ebénézer, (1969). *Les tâches de la philosophie aujourd'hui en Afrique*, Yaoundé, Abbia.
- Paul VI (1967). *Popularum progressio* «Encyclique sur le développement des peuples».
- Paluku J.V. et Mben J.L. (2002). « Entretien avec le Professeur Fabien. Eboussi Boulaga sur les axes de sa pensée » in *Raison Ardent n°64*, Kinshasa-RDC, Faculté de philosophie Saint Pierre Canisius Kimwenza.
- Popper, Karl, (1979). *La société ouverte et ses ennemis*, Tome 1, Paris, Seuil.